

« L'ART DE LA GUERRE »

Otan, le tabou de la gauche

par Manlio Dinucci

Sous nos yeux se reconstitue le réseau Gladio qui permet à l'Otan, par des attentats, des assassinats politiques et des coups d'État, d'empêcher les États ouest-européens de se rapprocher de l'URSS. Pourtant, il n'y a plus de communisme, juste la Russie qui poursuit sa lutte contre l'impérialisme. Pis : tous les partis de gauche ouest-européens ont abandonné l'objectif de restaurer la souveraineté de leurs pays en sortant de l'Otan.

RÉSEAU VOLTAIRE | ROME (ITALIE) | 10 NOVEMBRE 2015

ITALIANO



« Bombardeur », a déclaré la ministre de la Défense Roberta Pinotti (PD)- « ne doit pas être un tabou » [1]. Ainsi tombe en Italie et Europe le tabou de la guerre et, avec lui, celui du nazisme aussi.

À Kiev, rapporte l'Ansa dans un document reportage (4 novembre), arrivent chaque semaine de la moitié de l'Europe (Italie comprise) et des USA des dizaines de « professionnels de la guerre » recrutés surtout par Pravy Sektor et par le bataillon Azov, d'empreinte clairement nazie. Les bataillons néonazis font partie de la Garde nationale, entraînée par des instructeurs états-uniens et britanniques. Dans ce cadre se trouvent entraînés et armés aussi les étrangers, envoyés ensuite combattre au

Donbass contre les Russes d'Ukraine. À leur retour dans leur patrie, leur est fourni « le passeport ukrainien, une sorte de laissez-passer qui peut servir dans le monde entier ». Le cadre est clair.

L'Ukraine de Kiev, de fait déjà dans l'Otan sous commandement états-unien, est devenue le « sanctuaire » du nazisme résurgent au cœur de l'Europe. Le régime de Kiev a mis hors la loi non seulement le Parti communiste, mais le communisme en tant que tel, dont la profession est considérée comme un délit. Il a transformé l'Ukraine en centre de recrutement de néonazis provenant de pays européens et extra-européens, de fait sélectionnés, entraînés et armés par l'Otan. Après avoir été mis à l'épreuve dans des actions militaires réelles dans le Donbass, on les fait rentrer avec le « laissez-passer » du passeport ukrainien dans leurs pays, Italie comprise. Là les plus méritants entrent dans le nouveau Gladio, prêt, si nécessaire, à provoquer d'autres « places Maïdan » (ou pire) en Europe.

Le tout avec la connivence des gouvernements européens. À ceux qui considèrent ce scénario comme « complotiste », nous conseillons de visionner l'intervention de Ferdinando Imposimato, Président honoraire de la Cour Suprême de Cassation, à la Conférence internationale organisée à Rome le 26 octobre par le Comité No Guerra No Nato. Il affirme : « dans les enquêtes que j'ai faites sur les massacres, de celui de Piazza Fontana à ceux de Capaci et de Via d'Amelio, il a été montré que l'explosif utilisé venait des bases de l'Otan ». C'est là que « se réunissaient des membres du terrorisme noir, des officiers de l'Otan, des mafieux, des hommes politiques italiens et des francs-maçons, à la veille des attentats. Et cela arrive à partir du début des années Soixante sans interruption » [2].

Dans une telle situation, dans la gauche italienne et européenne le tabou de l'Otan continue par contre à dominer. En Italie aucun parti de l'opposition parlementaire n'a dans son programme la sortie de l'Otan. En Grèce Syriza a de fait effacé de son programme l'objectif de « fermer toutes les bases étrangères en Grèce et sortir de l'Otan », comme celui d'

« abolir les accords de coopération militaire avec Israël », qui ont au contraire été renforcés par celui souscrit en juillet dernier par Pános Kamménos, fondateur du parti de droite Anel, auquel le gouvernement d'Aléxis Tsípras a confié le ministère de la Défense. Pareil en Espagne, où Podemos, qui avait dans son programme un référendum sur la sortie de l'Espagne hors de l'Otan, l'a redimensionné en mettant dans son programme pour les élections du 20 décembre l'objectif d'une « plus grande autonomie stratégique d'Espagne et d'Europe au sein de l'Otan ». Sergio Pascual, dirigeant et candidat de Podemos à Séville, déclare que, concernant les bases états-uniennes en Espagne, « nous respecterons jusqu'à la dernière virgule les accords souscrits par notre pays ». Le général Julio Rodriguez, candidat de Podemos comme futur ministre de la Défense, réaffirme que « l'Otan est nécessaire ». Comme elle l'était en 2011 quand Rodriguez, ancien chef d'état-major, collaborait, en tant que chef de la mission espagnole dans l'Otan, au bombardement de la Libye.

Manlio Dinucci

Traduction
Marie-Ange Patrizio

Source
Il Manifesto (Italie)

[1] « [Roberta Pinotti : bombarder n'est pas un tabou](#) », par Manlio Dinucci, Tommaso di Francesco, Traduction Marie-Ange Patrizio, *Il Manifesto* (Italie), *Réseau Voltaire*, 10 novembre 2015.

[2] « [La guerre secrète en Italie](#) », par Daniele Ganser, *Réseau Voltaire*, 6 février 2010.

Source : « Otan, le tabou de la gauche », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie), *Réseau Voltaire*, 10 novembre 2015, www.voltairenet.org/article189232.html